

Editorial

BONNE ANNEE ?

En ce début d'année, ce sont 1 530 suppressions d'emplois qui ont été décidés dans notre administration. Ceux-ci s'ajoutent aux 20 000 qui ont déjà eu lieu depuis la fusion de 2010. Ils impliquent la fermeture des sites et des services de la DGFIP, ainsi que la liquidation de ses missions. Au niveau de la DDFIP, ce sont 32 emplois qui ont disparu depuis janvier, entraînant la dégradation de nos conditions de travail et accélérant la politique de restructuration/liquidation du réseau de la DDFIP. Ainsi M. Gloux, malgré le désaveu du ministre Eckert, propose de nouveau la fermeture de la trésorerie de Bagnolet et accélère la marche forcée vers la spécialisation des trésoreries avant leurs liquidations définitives. À ce triste tableau s'ajoute les attaques contre notre statut avec le Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR). **Ce protocole est une véritable machine à ralentir nos carrières.** Le gouvernement, saisi par l'urgence de la situation, veut rendre irréversible ses contre-réformes. De fait, il continue d'accélérer le mouvement. La détermination avec lequel la réforme du prélèvement à la source, qui vise à privatiser la gestion de l'impôt pour supprimer les agents en charge du recouvrement, aura un impact indéniable sur nos carrières.

Ne soyons pas dupes, ce sont les accueils des SIP et des SIE, déjà débordés, qui vont exploser. Quand on ajoute à cela le sous-effectif, on obtient des conditions de travail inadmissibles et l'abandon de nos missions de service public. La journée de mobilisation du 15 novembre des agents des finances publiques (au cours de laquelle nous avons été plus d'un agent sur cinq dans le 93 à être en grève) montre l'exemple à suivre pour l'année 2017 : **seule notre mobilisation pourra faire échec au démantèlement de notre administration qu'exigent les requins de la finance.**

C'est pourquoi, la CGT Finances Publiques, appelle tous les agents à se réunir, à décider et à établir leurs cahiers de revendication ; afin de bloquer cette politique de destruction de nos emplois, de nos missions et de nos statuts !

SOMMAIRE

Page 1 : EDITORIAL - Page 2 : DOSSIER - Page 3 : BREF !

Page 4 : (Mauvaise) HUMEUR - Bulletin d'adhésion

Le Mouton NOIR Le Mouton



ENTRETIEN PROFESSIONNEL 2017 : CADRE B, FAIS-TOI ARNAQUER !

Pour les agents de catégorie B, un entretien professionnel avec appréciation des résultats et de la valeur professionnelle sur l'année 2016 sans attribution possible de réductions - majorations d'ancienneté.

En pratique, ces agents seront obligatoirement attributaires de la Référence (valeur REF). Du fait de la suppression de l'attribution de réductions d'ancienneté et de valorisations (échelons terminaux) aux agents de catégorie B, il n'y aura pas de dotations de capital - mois pour les agents de catégorie B en 2017. Ces agents seront regroupés, par corps, dans l'ancienne DKM des échelons terminaux liste d'évaluation comprenant tous les échelons.

Les agents de catégorie B ne peuvent pas être attributaires de mention d'encouragement ou d'alerte en 2017 (gestion 2016). En 2018, l'entretien professionnel, portant sur la gestion 2017, sera organisé sans attribution possible de réductions - majorations d'ancienneté pour toutes les catégories d'agents.

La CGT Finances Publiques appelle tous les agents à débattre collectivement, service par service, pour inscrire le boycott de l'entretien professionnel dans le processus d'action engagé à la DGFIP.



MUTATIONS 2017, VERS LA MOBILITE FORCEE

Un agent, dont l'emploi et la mission sont transférés dans une autre structure située sur la même commune et dans la même direction aura l'obligation de suivre son emploi et sa mission, à concurrence du nombre d'emplois transférés.

Il s'agit ici d'un recul important : c'est une remise en cause de nos garanties de maintien sur site, garanties que la Direction Générale n'avait jamais osé remettre en cause jusqu'à maintenant.

La notion de commune est remise en cause, laissant craindre le pire dans le cadre de villes comme Paris, Lyon ou Marseille. De plus, tous les gouvernements successifs cherchent à démanteler les communes à travers la mise en place des métropoles et intercommunalités forcées. Face à cette réalité, quelles seront les garanties pour les agents si on peut les déplacer d'un bout à l'autre de ces structures au fur et à mesure des réorganisations prévues nos directions ?

Dans le même temps, la Direction Générale décidait la fusion de 42 RAN sur toute la France. Sur notre département, ce sont 4 RAN qui disparaissent au 1er septembre 2017 : la RAN de Saint Ouen fusionne avec Saint Denis, Montreuil avec Noisy-Le-Sec, Aubervilliers et Pantin avec Bobigny.

A cela s'ajoute la remise en cause des principes du maintien sur site et les RAN qui s'élargissent, laissant présager le pire alors que notre DDFIP veut accélérer les fermetures de trésoreries et des services n'ayant pas une taille critique.

Pour tous les agents C maintenus en ALD RAN pour 3 ans, non titulaires de leurs postes, cela élargit encore la possibilité pour la direction locale de mouvementer les agents en fonction des pénuries et des restructurations. En tant qu'ALD, ils ne bénéficient pas des garanties de maintien sur site et des primes en cas de restructurations.

Non content de bloquer maintenant 3 ans en région parisienne les agents les plus fragiles financièrement, on met en place un statut précaire à deux vitesses pour tous les nouveaux C entrants.

Pour tous, la fusion des RAN signifie : un recul de nos garanties. De plus, la flexibilité voulue par la Direction générale, permettra de lier les vacances d'emploi pour donner l'illusion d'un niveau d'emploi acceptable. Pour M Gloux, ce n'est pas suffisant : une seule RAN serait idéal. Il l'a d'ailleurs répété à plusieurs reprises.

on NOIR Le Mouton NOIR

BREF !

Noisy-le-Sec, quand le mépris appelle la colère

Excédés par des conditions de travail déplorables (plafond s'écroulant sur la tête des agents, fuites d'eau dans les bureaux, sas d'entrée dysfonctionnel, locaux inadaptés à la réception des contributeurs, baisse constante des effectifs...), une délégation du SIP de Noisy-le-Sec s'est déplacée le 15 novembre dernier à la DDFIP pour rendre compte du malaise et de l'abatement général des agents du SIP. Soutenue par la CGT, la délégation s'est heurtée au cynisme et au mépris de Monsieur Gloux, qui a qualifié la liste des problèmes du SIP de « tableau à la Zola ». Néanmoins, deux semaines plus tard, Monsieur Brun est venu à la rencontre des agents de Noisy-le-Sec pour les rassurer. Accueilli à grand renfort de café, de jus d'orange et de viennoiseries par la chef d'unité opérationnelle, Monsieur Brun a promis un déménagement d'ici deux à trois ans (sic), et s'est engagé, en attendant les changements de locaux, à faire effectuer des travaux de réfection sur le site début janvier. Tout est programmé, commandé et financé, promis-juré. Ayez confiance on vous a entendu, reprenez le travail. Mi-janvier, ne voyant pas les travaux venir, la CGT a relancé Monsieur Gloux sur les promesses faites. Quelques heures plus tard, une équipe de deux personnes venait sur le site... pour changer quelques dalles de plafond... Travail qui leur a été commandé...quelques heures auparavant ! D'où vient ce sentiment étrange d'être pris pour des imbéciles ? Colère froide... Plus que jamais, la lutte continue !

SIP d'Aubervilliers, un cas isolé ?

Le 6 décembre 2016, les agents du SIP d'Aubervilliers adressaient une lettre ouverte au directeur. En effet, sur les 5 agents promis, seul 4 sont venus, ce qui ne comble pas l'absence de 8 contrôleurs et 2 agents ! De plus, la solution miracle visant à fermer 2 jours par semaine n'arrange rien. Les agents sont en permanence confrontés à un accueil surchargé, ne peuvent même plus librement disposer de la pause méridienne et finissent bien souvent au-delà de 17 h. Dans la famille surcharge, je voudrais aussi : la balf et l'e-contact, car bien sûr les agents doivent être à jour tant dans leurs dossiers électroniques que papiers, alors que les charges de travail ne cessent d'augmenter. Actuellement, par un agent, c'est environ 6000 dossiers. La masse de travail s'alourdit pour les agents C avec le gracieux, faute de contrôleurs. Au contraire, on pressurise avec un comptage systématique des dossiers traités par les agents, pour réaliser des chiffres qui ne reflètent pas la réalité d'une situation des plus difficiles pour le travail de l'agent. A cela, il faut ajouter des locaux en mauvais état, du matériel informatique tombant en panne, des applications du portail métier ou d'Iliad qui fonctionnent au ralenti. Comble de chance, c'est la période des grands froids et la chaudière n'a pas répondu à la demande d'efforts communs de la Direction. Elle a lâché à deux reprises en quinze jours. Le SIP d'Aubervilliers, une exception ? Sûrement pas ! Alors rejoignez-nous autour de vos militants sur site, et s'il n'y en pas, hé bien, contactez-nous !

Le Mouton NOIR (Mauvaise) HUMEUR

FUSION DES TRESORERIES IMPOTS : OLIVIER GLOUX SE JETTE DES FLEURS DEVANT LES AGENTS EN GREVE.

M. Gloux a une lettre de mission sur le 93 : liquider un maximum d'implantations du service public afin de compenser les suppressions et vacances d'emplois qui continuent dans notre département.

N'hésitant pas à mettre les agents en danger et les usagers en détresse, il a fermé début septembre la Trésorerie Impôts d'Aulnay, pour la fusionner avec le SIP non comptable de Villepinte. Le résultat ne s'est pas fait attendre : explosion de la foule excédée par des heures Messnil et d'Aulnay, embauche d'un vigile pour calmer une foule excédée par des heures d'attente, caisse encore ouverte passée 19H, agents épuisés et dépassés... Pour couronner le tout, l'accueil ne comporte qu'une caisse unique pour les SIP du Blanc Mesnil, d'Aulnay et les deux SIE fusionnés Aulnay/Le Blanc Mesnil... Idem sur Le Raincy, où la DDFIP a engagé des centaines de milliers d'euros (qu'elle est censée ne plus avoir) pour ouvrir la trésorerie Impôts de Gagny. Résultat : pour cause de travaux, plus d'accueil au Raincy, et la trésorerie de Gagny doit gérer avec 4 agents détachés du SIP tout l'accueil impôts/trésor de la RAN*. Comme à Villepinte, on doit composer avec la queue jusque sur le trottoir, des tensions, des agents épuisés...

Les agents ne s'y sont pas trompés car les sites de Gagny, Villepinte et Noisy-Le-Sec étaient massivement en grève et fermés au public le 15 novembre 2016 pour dénoncer les fusions, les conditions d'accueil et le manque de personnel.

Encore une belle victoire d'accueil et pour notre directeur départemental qui reconnaît fièrement devant les agents en colère qu'il ne se sent pas responsable, mais qu'il persiste à vouloir fermer des trésoreries.

*RAN : Résidence d'Affectation Nationale

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales ! Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :
Date de naissance : .. / .. / ..
Catégorie : ... Grade : Echelon :
Indice : Temps partiel : %
Adresse administrative :
Adresse pour l'envoi de la presse :
Adresse administrative ou Adresse personnelle (préciser) :
Tél. : Mel :
Date : .. / .. / Signature :

